# LOI sur les préfets (LPréf) 172.165

du 29 mai 1973

*LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD*

vu l'article 62 de la Constitution du canton de Vaud du 1er mars 1885[A]

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

*décrète*

## Chapitre I Dispositions générales

### Art. 1 En général

[1] Le préfet représente le Conseil d'Etat dans le district, tant auprès des autorités communales que de la population.

[2] En sa qualité de premier magistrat du district, le préfet veille à l'exécution des lois, décrets et arrêtés et exerce la surveillance directe sur l'activité et la gestion des communes, fractions de communes, associations de communes et autres institutions intercommunales.

### Art. 2 Nomination et bureaux

[1] Le Conseil d'Etat nomme un préfet par district, après mise au concours publique.

[2] Les bureaux de la préfecture sont situés au chef-lieu du district.

### Art. 3 Préfet adjoint[6]

[1] Le Conseil d'Etat nomme un ou plusieurs préfets adjoints, après mise au concours publique.

[2] Le rôle du préfet adjoint est de seconder un préfet lorsque le volume des affaires traitées dans une préfecture l'exige. Il est subordonné au préfet.

[3] En cas de nécessité, le Département des institutions et des relations extérieures (ci-après: le département) peut charger un préfet ou un préfet adjoint de remplacer temporairement un préfet. Dans ce cas, le préfet adjoint agit de manière autonome.

[4] Le préfet adjoint doit en principe tout son temps à sa fonction. L'article 7 lui est applicable.

### Art. 4 [6, 9]

[1] Les préfets et les préfets adjoints sont nommés pour cinq ans au mois de novembre qui suit le renouvellement intégral du Conseil d'Etat. Ils entrent en fonctions le 1er janvier suivant. En cas de décès, de démission ou de renvoi pour justes motifs, le successeur est nommé jusqu'à la fin de la période en cours.

[2] Les articles 14 à 16, 21 à 24, 26, 30 à 35, 40 à 42, 54 à 57, 59 à 62 de la loi sur le personnel de l'Etat de Vaud[A] s'appliquent par analogie à ces magistrats.

### Art. 4a [2, 6]

[1] Les préfets et les préfets adjoints sont soumis à la loi sur la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud[A], notamment sur les points suivants:

a. l'âge de mise à la retraite obligatoire;
b. les conditions auxquelles le Conseil d'Etat a la faculté de mettre le préfet ou le préfet adjoint à la retraite;
c. les conditions auxquelles le préfet ou le préfet adjoint a la faculté de prendre sa retraite.

[2] Avec l'accord de l'intéressé, le Conseil d'Etat peut prolonger au-delà de 65 ans révolus les fonctions d'un préfet ou d'un préfet adjoint. Cette prolongation est valable pour une année au plus.

**Art. 4b Evaluation**[9]

[1] En principe, deux fois par législature, le travail du préfet fait l'objet d'un entretien d'appréciation qui a pour but de fixer des objectifs au préfet et de procéder à une évaluation de son travail.

[2] Le Conseil d'Etat fixe, dans un règlement[A], les modalités concernant l'entretien d'appréciation et de l'évaluation. Une délégation du Conseil d'Etat conduit l'entretien d'appréciation.

**Art. 5 Assermentation**[6, 9]

[1] Avant d'entrer en fonctions, chaque préfet et préfet adjoint solennise devant le Conseil d'Etat la promesse suivante:

– « Vous promettez d'être fidèle à la Constitution fédérale[A] et à la Constitution du canton de Vaud[B], de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays, d'exercer vos fonctions avec conscience, diligence et fidélité, et de vous conformer scrupuleusement aux devoirs généraux et particuliers qui vous sont ou vous seront imposés par les lois et leurs dispositions d'application. Vous promettez ainsi d'agir en toutes circonstances conformément aux intérêts de l'Etat et de vous abstenir de tout ce qui pourrait lui causer perte ou dommage. »

**Art. 6 Domicile**[6]

[1] Le préfet doit avoir son domicile dans le district; le préfet adjoint doit avoir son domicile dans le canton.

**Art. 7 Activités accessoires**[6]

[1] Le préfet doit tout son temps à sa fonction, sauf à remplir d'autres mandats qui lui seraient confiés par le Conseil d'Etat.

[2] Il ne peut exercer directement ou indirectement aucun commerce, aucune industrie, aucune profession, ni faire partie du conseil d'administration d'une société à but lucratif ou d'une association du même genre. Toutefois, le Conseil d'Etat peut autoriser des exceptions à cette règle.

[3] Ces dispositions sont applicables au préfet adjoint qui doit tout son temps à sa fonction.

**Art. 8 Autorités hiérarchiques**[11]

[1] Le préfet relève directement du Conseil d'Etat, tout en étant placé sous l'autorité administrative du chef du département.

[2] L'indépendance du préfet dans l'exercice de ses compétences juridictionnelles est garantie.

**Art. 9 Absence**

[1] Le préfet ne peut s'absenter plus de trois jours ouvrables de son district sans en aviser le département[A].

**Art. 10 Récusation**

[1] La récusation d'un préfet, pour l'une ou l'autre de ses attributions, peut être spontanée ou prononcée par le chef du département[A].

**Art. 11 Tenue officielle**

[1] La tenue officielle du préfet est l'habillement foncé avec écharpe verte et blanche.

## Chapitre II Attributions du préfet

*SECTION I EN GÉNÉRAL*

**Art. 12 Collaboration régionale**

[1] Le préfet contribue au développement de son district et à la promotion de la collaboration régionale, notamment en suscitant et favorisant les accords entre communes.

**Art. 13 Coordination interdistricts**

[1] Lorsqu'un objet relevant des attributions préfectorales concerne plusieurs districts, les préfets intéressés le traitent en commun; le cas échéant, ils forment une commission dont le président est désigné par le département[A].

**Art. 14 Relations avec cantons et Etats limitrophes**

[1] Les préfets des districts situés aux frontières du canton sont habilités à examiner en commun avec les magistrats et fonctionnaires compétents du canton ou de l'Etat voisins toute affaire entrant dans les attributions préfectorales.

### Art. 15 Compétences administratives et juridictionnelles[1, 7, 11]

[1] Le préfet pourvoit, dans les limites de ses compétences, notamment:

1. à l'exécution de décisions prises par le Conseil d'Etat et les départements, lorsqu'il en est chargé par ceux-ci;
2. à la répression des contraventions;

2bis. à la répression de certains délits, fixés dans un règlement du Tribunal cantonal; il prononce la peine pécuniaire jusqu'à 90 jours-amende ou le travail d'intérêt général jusqu'à 360 heures ou l'amende;

3. ...
4. à la poursuite des amendes.

[2] Il prend les décisions qui lui ressortissent en vertu de dispositions spéciales, notamment en matière:

1. ...
2. de prévoyance et d'aide sociales;
3. d'instruction publique primaire;
4. de baux à loyer;
5. de défense contre l'incendie.

### Art. 16 Ordre public

[1] Le préfet exerce une surveillance générale:

a. sur la police des moeurs;
b. sur le maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

[2] Il dispose à cet effet de la police cantonale.

[3] Lorsqu'une infraction a été commise et s'il y a péril en la demeure, le préfet peut retenir une personne présumée coupable. Il est tenu de la faire conduire immédiatement au juge compétent; lorsque les circonstances ne permettent pas cette remise immédiate, il peut la confiner préalablement dans un local d'arrêt, à charge de la remettre sans délai, ou en cas d'impossibilité au plus tard dans les vingt-quatre heures, au juge compétent.

[4] En cas de désordre grave, et lorsque l'autorité locale serait méconnue ou insuffisante, le préfet prend des mesures d'urgence et fait directement appel au Conseil d'Etat; il dispose, outre de la police cantonale, des polices municipales de son district.

### Art. 17 Bons offices

[1] Le préfet prête ses bons offices lors de tout différend public ou privé qui peut être réglé par voie amiable.

### Art. 18 Renseignements et enquêtes

[1] Le préfet communique au Conseil d'Etat ou au département concerné les faits de nature à les intéresser ou à nécessiter leur intervention.

[2] Il transmet sans retard au Conseil d'Etat ou au département que cela concerne les mémoires, dénonciations, plaintes et pétitions qui lui sont remis à cet effet.

[3] Il procède à des enquêtes administratives d'office dans les cas spécialement prévus par la loi ou sur ordre du Conseil d'Etat ou à la demande de l'un de ses départements. Il adresse à l'autorité requérante un rapport sur le résultat de sa mission.

### Art. 19 Votations et élections

[1] Le préfet surveille l'organisation et le déroulement des votations et élections dans son district.

### Art. 20 Assermentation et installation

[1] Le préfet participe à l'installation des ministres du culte et procède à l'assermentation et à l'installation des autorités communales, des magistrats, fonctionnaires et autres personnes du district désignées par la loi.

### Art. 21 Autorisations, permis, patentes[9]

[1] Le préfet délivre les autorisations, permis, patentes et autres documents officiels prévus par les lois spéciales.

### Art. 22 Exécution de prescriptions légales[10]

[1] Le préfet concourt à l'exécution des prescriptions légales concernant notamment:

1. la police du commerce;
2. la police des étrangers;
3. les poids et mesures;
4. la vente au détail des boissons alcooliques;
5. ...
6. les loteries, tombolas et lotos;
7. l'inspection des prisons;
8. les collectes destinées aux oeuvres de bienfaisance;
9. la police sanitaire en général, la salubrité publique, la police des inhumations, incinérations et cimetières;
10. le commerce des denrées alimentaires;
11. le commerce du bétail et les foires, marchés, concours et expositions;
12. la police des alpages;
13. l'assistance en général;
14. la chasse et la pêche;
15. la vente au détail du tabac.

### Art. 23 Préavis[8, 10]

[1] Le préfet donne au Conseil d'Etat, au Tribunal cantonal ou aux départements son préavis notamment sur:

1. toutes les questions au sujet desquelles le Conseil d'Etat, le Tribunal cantonal ou un département le consulte;
2. ...
3. les demandes d'autorisation:
   a. ...
   b. ...
   c. de loteries ainsi que de tombolas dont la valeur globale des billets excède le montant fixé dans sa compétence,
   d. ...
4. les demandes de patentes pour le commerce du bétail;
5. les demandes de patentes pour la vente au détail du tabac.

### Art. 24 Inspections et examens[3, 4]

[1] Le préfet procède chaque année, conformément aux instructions des départements intéressés, et chaque fois qu'il en est requis par l'autorité compétente, à l'inspection et à l'examen:

1. des études, des actes et des registres des notaires;
2. des registres d'inspecteurs du bétail;
3. des comptes des caisses locales d'assurance du bétail;
4. des alpages et des installations de stabulation libre.

[2] Dans les cas visés sous chiffres 2 à 4 ci-dessus, le préfet peut, en outre, procéder à une inspection ou à un examen chaque fois qu'il le juge nécessaire.

### Art. 24a [4]

[1] Le préfet procède tous les deux ans à l'inspection et à l'examen des bureaux et registres de l'état civil.

### Art. 25 Autres attributions

[1] Le préfet a, en outre, les attributions non spécialement prévues par la présente loi et qui lui sont conférées par d'autres lois, décrets, arrêtés et décisions du Conseil d'Etat.

### Art. 26 Rapport au Conseil d'Etat

[1] Chaque année, le préfet adresse au Conseil d'Etat un rapport sur son activité et sur la situation de son district.

## *SECTION II RELATIONS AVEC LES COMMUNES*

### Art. 27 Loi sur les communes

[1] Le préfet exerce les attributions qui lui sont conférées par la loi sur les communes[A].

**Art. 28 Information**

[1] Les services de l'Etat sont tenus d'informer le préfet des questions importantes qui sont pendantes entre l'administration cantonale et les autorités communales de son district.

[2] De même, les autorités communales doivent renseigner le préfet sur les questions importantes relatives à leurs rapports avec l'Etat.

**Art. 29 Préavis**

[1] Le préfet donne au Conseil d'Etat ou au département intéressé son préavis sur les emprunts et cautionnements communaux.

[2] Il peut être consulté par le Conseil d'Etat ou un département au sujet de l'octroi d'une subvention cantonale à une commune. Les décisions accordant aux communes des subventions cantonales de plus de 5'000 francs sont communiquées au préfet.

**Art. 30 Surveillance et inspection**

[1] Le préfet surveille les communes, les fractions de communes, les associations de communes et autres institutions intercommunales notamment en examinant chaque année leur activité et leur gestion, ainsi que leurs registres et leurs comptes. Il adresse au département[A] un rapport sur ces inspections.

**Art. 31 Réunion des autorités municipales**

[1] Le préfet réunit chaque fois que cela s'avère nécessaire, mais au moins une fois par an, les autorités municipales de son district afin d'examiner des problèmes d'intérêt commun.

## Chapitre III Organisation de la préfecture

**Art. 32 Personnel**

[1] Le Conseil d'Etat attribue à chaque préfecture le personnel qui lui est nécessaire en particulier un secrétaire de préfecture.

[2] Le préfet peut recourir à des experts pris tant dans l'administration cantonale que hors de celle-ci; dans ce dernier cas, l'accord du chef du département[A] est nécessaire.

**Art. 33 Salaire[6, 9]**

[1] Le Conseil d'Etat fixe le salaire des préfets et des préfets adjoints.

**Art. 34 Coordination administrative**

[1] Le préfet réunit chaque fois que cela s'avère nécessaire, mais au moins une fois par an, les cadres des bureaux cantonaux du district afin d'examiner des problèmes d'intérêt commun.

**Art. 35 Comptabilité et perception**

[1] Le préfet est responsable de la comptabilité de toutes les valeurs qu'il peut être appelé à encaisser.

[2] Il verse régulièrement le montant de ses perceptions à la recette du district et en adresse, en même temps, le bordereau détaillé au Département des finances.

**Art. 36 Inspection de la préfecture**

[1] Le Conseil d'Etat fait procéder, aussi souvent qu'il le juge à propos, à l'inspection des préfectures.

[2] Cette inspection porte notamment sur la tenue des registres; la vérification de la comptabilité ressortit au contrôle exerc¿ par le Département des finances.

**Art. 36a [5]**

[1] Les recours contre les décisions prises par un préfet en vertu des attributions qui lui sont conférées par les articles 16, 19 et 27 de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat.

### Art. 37 Remise des archives et de la caisse

[1] Lorsqu'un préfet entre en fonctions, son prédécesseur ou ses ayants droit lui font remise des archives et de la caisse de la préfecture. Cette remise a lieu sous la présidence d'un délégué du département et en présence d'un délégué du Département des finances.

[2] Procès-verbal, avec inventaire, est dressé et signé par les personnes présentes.

[3] Un exemplaire du procès-verbal est remis au préfet sortant de charge ou à ses ayants droit, à son successeur, au département et au Département des finances.

### Art. 38

[1] Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi, qui abroge la loi du 27 janvier 1920 sur les préfets.

Entrée en vigueur: 22.06.1973.

**172.165** **Historique des modifications (LPréf)** **en vigueur**
**Etat au 01.01.2007**

*lien vers arborescence systématique*
*actes liés*

# Loi sur les préfets (LPréf)

*lien vers acte en vigueur*

| **du 29.05.1973** *(RA/FAO 1973 119)* | **Entrée en vigueur le 22.06.1973** | *(RA/FAO 1973 119)* |
|---|---|---|

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** | **3ème débat :** |
|---|---|---|---|
| *15.05.1973 pm 291* | *15.05.1973 pm 315* | *29.05.1973 pm 686* | *29.05.1973 pm 691* |

---

**172.165-01** *modif. en bloc le* **28.11.1977** *(RA/FAO 1977 442)* *ev le* **01.01.1978** *(RA/FAO 1977 442)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *23.11.1977 pm 603* | *23.11.1977 pm 633* | *28.11.1977 pm 668* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **15** | *2 ch.2* | *Modification* | *historique article* |
| **15** | *2 ch.1* | *Abrogation* | *historique article* |

---

**172.165-02** *modif. en bloc le* **24.02.1981** *(RA/FAO 1981 41)* *ev le* **28.04.1981** *(RA/FAO 1981 41)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *16.02.1981 pm 1287* | *16.02.1981 pm 1294* | *24.02.1981 am 1703* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **4a** | | *Introduction* | *historique article* |

---

**172.165-03** *modif. en bloc le* **18.11.1985** *(RA/FAO 1985 475)* *ev le* **21.01.1986** *(RA/FAO 1985 475)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *12.11.1985 pm 134* | *12.11.1985 pm 148* | *18.11.1985 pm 581* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **24** | *1 ch.3* | *Abrogation* | *historique article* |

---

**172.165-04** *modif. en bloc le* **25.11.1987** *(RA/FAO 1987 460)* *ev le* **01.01.1988** *(RA/FAO 1987 460)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *16.11.1987 pm 399* | *16.11.1987 pm 416* | *25.11.1987 am 750* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **24** | | *Modification* | *historique article* |
| **24a** | | *Introduction* | *historique article* |

---

**172.165-05** *modif. en bloc le* **18.12.1989** *(RA/FAO 1989 611)* *ev le* **01.07.1991** *(RA/FAO 1991 162)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *21.11.1989 am 546, 574* | *22.11.1989 am 812, 813* | *12.12.1989 pm 1951 18.12.1989 pm 2041, 2042* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **36a** | | *Introduction* | *historique article* |

**172.165-06** *modif. en bloc le* **10.11.1998** *(RA/FAO 1998 422)* *ev le* **15.01.1999** *(RA/FAO 1998 422)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *03.11.1998 pm 3671, 3725, 3804, 3809* | *3.11.1998 pm 3859* | *10.11.1998 am 4079* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **3** | | *Modification* | *historique article* |
| **4** | *1* | *Modification* | *historique article* |
| **4a** | *1,3* | *Modification* | *historique article* |
| **4a** | *2* | *Abrogation* | *historique article* |
| **5** | *1* | *Modification* | *historique article* |
| **6** | | *Modification* | *historique article* |
| **7** | *3* | *Modification* | *historique article* |
| **33** | | *Modification* | *historique article* |

---

**172.165-07** *modif. en bloc le* **09.03.1999** *(RA/FAO 1999 94)* *ev le* **18.05.1999** *(RA/FAO 1999 94)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *03.03.1999 am 6176, 6241, 6242, 6243, 6244* | *03.03.1999 pm 6469, 6471* | *09.03.1999 am 6638* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **15** | *1 ch.2bis* | *Introduction* | *historique article* |

---

**172.165-08** *modif. en bloc le* **26.03.2002** *(RA/FAO 2002 169)* *ev le* **01.01.2003** *(RA/FAO 2002 169)*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *22.01.2002 am 7740, 7792, 7818* | *05.02.2002 am 8222* | *26.03.2002 am 9544, 9550* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | |
|---|---|---|---|
| **23** | *1 ch.2* | *Abrogation* | *historique article* |

---

**172.165-09** *modif. en bloc le* **15.09.2004** *(RA/FAO 2004 669)* *ev le* **01.01.2005** *(RA/FAO 2004 669)*
*lien vers version 9*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** | **3ème débat :** |
|---|---|---|---|
| *29.06.2004 pm 2279* | *29.06.2004 pm 2306 06.07.2004 pm 2418* | *24.08.2004 pm 2728, 2731* | *15.09.2004 am 3481, 3483* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| **4** | | *Modification* | *L'article 2 de la loi du 15.09.2005 (RA 2004 670) prévoit que en application de cet article, les préfets et les préfets adjoint, se voient renommés par le Conseil d'Etat au moi de novembre 2007, pour entrer en fonction le 01.01.2008* | *lien vers article* *historique article* |
| **4b** | | *Introduction* | | *lien vers article* *historique article* |
| **5** | *1* | *Modification* | | *lien vers article* *historique article* |
| **21** | | *Modification* | | *lien vers article* *historique article* |
| **33** | | *Modification* | | *lien vers article* *historique article* |

---

**172.165-10** *modif. en bloc le* **24.05.2005** *(RA/FAO 21.06.2005)* *ev le* **01.01.2006** *(RA/FAO 30.08.2005)*
*lien vers version 10*

| **EMPL :** | **1er débat :** | **2ème débat :** |
|---|---|---|
| *17.05.2005 am 220* | *17.05.2005 am 326 17.05.2005 pm 435* | *24.05.2005 pm 494* |

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| **22** | *1 ch.5* | *Abrogation* | *lien vers article* | *historique article* |
| **23** | *1 ch.3 a, b,d* | *Abrogation* | *lien vers article* | *historique article* |

---

**172.165-11** *modif. en bloc le* **04.07.2006** *(RA/FAO 25.07.2006)* *ev le* **01.01.2007** *(RA/FAO 10.10.2006)*
*lien vers version 11*

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| **8** | *2* | *Introduction* | *lien vers article* | *historique article* |
| **15** | *1 ch.2bis,ch.4* | *Modification* | *lien vers article* | *historique article* |
| **15** | *1 ch.3* | *Abrogation* | *lien vers article* | *historique article* |

---

**172.165-99** *le* **27.03.2007** *(RA/FAO 24.04.2007)* *ev le* **01.01.2008** *(RA/FAO 26.06.2007)*
*lien vers version 99* *lien vers texte FAO*

| **Art.** | **Alinéa(s)** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | *Abrogation* | *lien vers article* | *historique article* |

---

*actes liés*
*lien vers acte en vigueur*

# Loi sur les préfets (LPréf)
**du 29.05.1973**

---

**Préambule**

*Comm.* **A** *: Actuellement Constitution du Canton de Vaud du 14.04.2003 (RSV 101.01)*

---

**Art. 4** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Loi du 12.11.2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud (RSV 172.31)*

---

**Art. 4a** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Loi du 18.06.1984 sur la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud (RSV 172.43)*

---

**Art. 4b** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Règlement du 24.11.2004 d'application de la loi du 29.05.1973 sur les préfets (RSV 172.165.5)*

---

**Art. 5** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18.04.1999 (RS 101)*
*Comm.* **B** *: Constitution du Canton de Vaud du 14.04.2003 (RSV 101.01)*

---

**Art. 9** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Mise à jour par l'art.2 de la loi du 10.11.1998 modifiant la loi du 29.05.1973 sur les préfets (RA 1998 422)*

---

**Art. 10** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Mise à jour par l'art.2 de la loi du 10.11.1998 modifiant la loi du 29.05.1973 sur les préfets (RA 1998 422)*

---

**Art. 13** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Mise à jour par l'art.2 de la loi du 10.11.1998 modifiant la loi du 29.05.1973 sur les préfets (RA 1998 422)*

---

**Art. 27** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Loi du 28.02.1956 sur les communes (RSV 175.11)*

---

**Art. 30** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Mise à jour par l'art.2 de la loi du 10.11.1998 modifiant la loi du 29.05.1973 sur les préfets (RA 1998 422)*

---

**Art. 32** *lien vers article*

*Comm.* **A** *: Mise à jour par l'art.2 de la loi du 10.11.1998 modifiant la loi du 29.05.1973 sur les préfets (RA 1998 422)*

---